



CAHIER SPÉCIAL

# RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

## De l'échauffement au sprint !

### SOMMAIRE

- Assemblée Générale de la FFB Bretagne **P.2**
- L'Alliance pour le Logement, un collectif engagé **P.2**
- **Cahier spécial** Rénovation énergétique De l'échauffement au sprint! **P.3 à 6**
- Attractivité Le Bâtiment et l'Industrie même combat! **P.7**
- Numérique Une montée en puissance sans bruit **P.8**



**Stéphane Le Teuff**  
Président de la FFB Bretagne

Rentré en zone de turbulence, notre secteur n'échappe pas à cette crise du logement neuf, annoncée depuis quelques mois par la chute brutale des commandes de logements en individuel et en collectif. Bien que cette crise touche d'abord et surtout l'amont de la filière (la promotion immobilière, les aménageurs mais aussi les constructeurs de maisons individuelles), nos entreprises en ressentent déjà les effets avec des chantiers retardés, annulés ce qui pèse in fine sur la trésorerie.

Dans ce contexte, le marché de la rénovation, toujours dynamique en Bretagne, pourrait s'apparenter à une valeur refuge malgré

la chute de 85% des demandes de dossiers MaPrimRenov' sur le premier trimestre au niveau national.

J'avais eu l'occasion d'alerter les pouvoirs publics sur ce point lors des Assises du Logement de février dernier, notamment le Préfet et le Président de Région. Depuis, nous avons décidé de relancer une campagne de communication régionale pour inciter les particuliers à solliciter les entreprises locales. Ils pourront bénéficier du coup de pouce de MaPrimRenov' sur les mono-gestes de rénovation, de nouveau effectif depuis le 15 mai.

Je vous invite donc à découvrir notre cahier spécial sur la rénovation énergétique avec de nombreux témoignages.

Néanmoins, je tiens à rappeler fermement que la rénovation ne compense pas la chute du logement neuf. Or, avec la barre symbolique des 100 000 demandes de logements sociaux en Bretagne, le sujet du logement reste la première préoccupation de notre secteur et un vrai problème de société.

C'est pour cette raison que l'Alliance pour le Logement, que nous portons avec nos partenaires bretons (promoteurs, architectes, bailleurs sociaux, notaires...), a l'ambition de faire des propositions pour développer le logement des salariés. C'est un sujet important dans une région qui cherche à recruter dans de nombreux sec-

teurs d'activité au regard des enjeux de réindustrialisation.

Sur l'emploi, l'action de nos chargés de missions ne faiblit pas : les 10 070 projets de recrutement restent à un niveau élevé dont près de 80% sont jugés difficiles. Nos CFA sont quasiment pleins avec des perspectives de rentrée positives. Mais nous devons rester vigilants et maintenir nos efforts de formation. C'est précisément quand l'activité se réduit qu'il faut former !

Notre offre de formation va se renforcer dans le centre Bretagne avec le pôle de Loudéac, où seront dispensées des formations continues autour de la transition écologique. Au-delà de l'enjeu territorial, c'est aussi un enjeu majeur de répondre à des nouveaux marchés comme le photovoltaïque.

L'avenir de la profession c'est aussi l'innovation : l'innovation pour répondre aux enjeux de décarbonation, repenser nos modes constructifs, renforcer notre compétitivité. Dès la rentrée prochaine, un chargé de mission innovation renforcera notre équipe régionale pour vous accompagner. C'est une ambition forte au service de la transformation de notre filière.

Je vous souhaite, en dépit d'un contexte politique inédit, un bel été avant de vous retrouver pour une rentrée pleine de nouveaux challenges.

**ACTUALITÉS**

# Assemblée Générale de la FFB Bretagne

Le 28 juin 2024 s'est déroulée l'Assemblée Générale de la FFB Bretagne à Kervignac (Morbihan). Cet événement annuel, qui réunit les membres du Conseil d'administration et les partenaires, a été l'occasion de faire une rétrospective 2023. Une année

marquée par plusieurs manifestations, en particulier la Compétition des Métiers et les Assises régionales du Bâtiment dédiées à la transition écologique. 2023, c'est également la montée en puissance de la dynamique RSE, l'accompagnement des

entreprises sur les transitions numérique et environnementale, l'engagement renouvelé sur l'attractivité et l'emploi, la promotion de l'artisanat. Mais de nombreux défis restent à relever! Stéphane Le Teuff a ainsi annoncé la mobilisation de la FFB Bretagne sur les enjeux liés à la relocalisation des achats et au logement des salariés. L'innovation figure aussi parmi les priorités, avec le lancement d'une Commission régionale pilotée par Alexandre Moison.

Temps fort de cette Assemblée Générale la mise à l'honneur d'Erwan Monfort! Initiateur de la Communauté RSE en 2021 et Président de la Commission environnement depuis 2015, il a marqué les esprits par son volontarisme, sa capacité à embarquer les professionnels sur des sujets précurseurs. Sous son impulsion, des travaux approfondis ont été menés sur la rénovation énergétique, la qualité de l'air intérieur, le recyclage-réemploi ainsi que la décarbonation. Yannick Lehagre, co-gérant de l'entreprise LB Eco Habitat située à Bedée et spécialisée dans le chaux-chanvre, lui succède à la présidence de la Commission environnement. Il a à cœur de poursuivre cette dynamique, dans une période où l'adaptation du

secteur à la transition écologique est de plus en plus impérieuse. Autre changement, Véronique Ikène, dirigeante de l'entreprise Tiriault (35), prend la suite de Renan Gallardon et devient cheffe de file de la Communauté RSE. Tiriault est emblématique de cette nouvelle façon de concevoir la gestion d'entreprise, que ce soit en matière environnementale, de qualité de vie au travail ou encore d'ancrage sur le territoire. Cette matinée s'est conclue par une conférence de Jean-Yves Le Drian. L'ancien Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères est venu partager des éléments de décryptage sur les enjeux géopolitiques.



Bruno Poupon, Jean-Michel Galle, Marie-Laure Le Priol, Philippe Nicol, Jean-Yves Le Drian et Stéphane Le Teuff



Erwan Monfort, Véronique Ikène et Yannick Lehagre



# LOGEMENT L'Alliance pour le Logement, un collectif engagé

Après une première rencontre de lancement en janvier, les membres de l'Alliance pour le Logement en Bretagne se sont de nouveau retrouvés le 17 avril dernier, à l'initiative de la FFB. Les représentants des promoteurs immobiliers, des notaires, des architectes, des bailleurs sociaux, des syndicats de copropriétés et des banques ont ainsi partagé leurs préoccupations, relayant une plateforme de propositions communes nationales ainsi que des préconisations d'ordre régional.

des propriétaires dans le neuf comme dans l'ancien ;

- Prendre de réelles mesures afin de massifier la rénovation énergétique pour tous les ménages, en particulier en simplifiant et en stabilisant les modalités et conditions de financement ;
- Revenir sur la baisse des APL qui fait peser tous les ans un prélèvement de 1,3 milliard d'euros sur les bailleurs sociaux et restaurer leur capacité d'investissement en revenant à un taux de TVA réduit à 5,5%.

Sur le plan régional, l'Alliance pour le Logement souhaite rencontrer le Préfet de Région au sujet du lien emploi-logement. Un dossier d'actualité alors que tous les secteurs d'activité bretons sont confrontés aux difficultés de logement de leurs salariés, notamment sur la zone littorale. Ils espèrent ainsi pouvoir susciter des expérimentations en lien avec l'Etat et le Conseil Régional.

**- 22,7 %**  
**Chute de la construction neuve de logements**  
 En cumul 12 mois à fin avril 2024 par rapport aux 12 mois précédents

- Parmi les propositions portées par l'Alliance pour le Logement au niveau national:
- Rétablir le PTZ qui, depuis sa création il y a près de 30 ans, a permis à plus de 3,6 millions de familles d'accéder à la propriété ;
  - Dynamiser temporairement l'acquisition de logements dans le neuf par une exonération partielle des droits de mutation ;
  - Limiter les refus de crédit en assouplissant véritablement ou en suspendant temporairement les règles du Haut Conseil de Stabilité Financière ;
  - Faciliter la transmission entre membres d'une même famille pour construire ou acquérir ;
  - Mettre en place un statut de bailleur privé, un dispositif pérenne d'amortissement qui permettrait de faciliter l'investissement



De gauche à droite : Stéphane Le Teuff, Maxime Le Trionnaire, Pauline Urien, Jean-Luc Jouan, Nolwenn Lam-Kermerrec et Karim Ganai.

**CAHIER SPÉCIAL**

# RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE De l'échauffement au sprint !

Premier poste de consommation d'énergie et troisième en termes d'émission de gaz à effet de serre, l'implication du secteur du bâtiment est incontournable dans la lutte contre le dérèglement climatique. Pour engager sa mue écologique, différentes actions sont conduites depuis plusieurs années : déploiement du photovoltaïque et des filières de recyclage des déchets, développement du réemploi et des matériaux bio-sourcés, montée en puissance des modes constructifs plus vertueux entre autres. La massification de la rénovation énergétique apparaît également comme une priorité pour réussir cette transition.

L'ensemble de ces facteurs convergent vers la nécessité d'accélérer significativement la dynamique autour de la rénovation thermique des logements et des bâtiments publics. Cette affirmation fait, d'ailleurs, consensus chez toutes les parties prenantes! Mais pour qu'elle se concrétise, plusieurs enjeux doivent être relevés :

- Les enjeux techniques, car une rénovation s'avère plus complexe qu'une construction neuve. Cela implique d'être bien entouré, c'est-à-dire de bénéficier de l'accompagnement d'un expert - dans les démarches et le suivi du projet - et de pouvoir compter sur des professionnels qualifiés pour réaliser les travaux.
- Les enjeux financiers. Une opération de réhabilitation est en général plus onéreuse. D'où l'importance de dispositifs financiers incitatifs pour enclencher le projet.
- Les enjeux sociétaux, étant donné que le neuf demeure toujours plus attractif pour des raisons financières et de facilité de travaux.

Autre élément qui a participé à cette prise de conscience, les crises successives. Comme l'a identifié l'ADEME\*, elles ont joué un rôle de catalyseur dans la démarche de transition écologique. Le COVID a ainsi mis en exergue l'attachement des français à leur logement, qu'il soit confortable aussi bien thermiquement qu'acoustiquement. La guerre en Ukraine a souligné le poids des dépenses énergétiques dans le pouvoir d'achat des français et le budget de fonctionnement des collectivités territoriales. A cela s'ajoute la chute de la construction neuve: elle impose de proposer d'autres pistes aux citoyens pour se loger et aux entreprises du bâtiment d'acquiescer des compétences spécifiques.

**Dans ce cahier spécial, nous avons souhaité donner la parole à différents types d'acteurs : élu, architecte, entreprise, organisme de formation. Selon eux, comment peut-on relever ces enjeux et ainsi accélérer la rénovation énergétique des bâtiments ?**

UN **NOUVEAU** COUP DE POUCE

**POUR VOS RÉNOVATIONS ÉNERGÉTIQUES...  
 ...FAITES APPEL AUX ENTREPRISES LOCALES**

**La FFB se mobilise**

La transition écologique est au cœur du message de la FFB Bretagne. Après l'organisation des Assises régionales du Bâtiment il y a un an consacrées à la transformation du secteur face aux enjeux climatiques, la FFB Bretagne a souhaité mettre l'accent sur la rénovation énergétique. Une grande campagne a été lancée pour valoriser les entreprises locales qui investissent ce champ, et ainsi encourager les particuliers et les maîtres d'ouvrage à les solliciter pour leurs travaux de rénovation énergétique.

En parallèle, et à tous les échelons territoriaux, la FFB sensibilise les pouvoirs publics afin que les dispositifs incitatifs et d'accompagnement soient davantage opérationnels. A ce jour en Bretagne, on compte seulement une trentaine d'accompagnateurs MaPrimeRénov', en raison de la difficulté d'accéder à cette qualification. Qui plus est, à l'été 2023 a été annoncé un resserrement du dispositif MaPrimeRénov'. Ces signaux ont contribué à bloquer le marché, provoquant une baisse nationale de 85% du recours à cette aide au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Les assouplissements décidés par les pouvoirs publics, effectifs depuis le 15 mai 2024, sont de nature à recréer de la confiance, à condition qu'ils soient bien pérennes.

## Pourquoi accélérer la rénovation énergétique des bâtiments ?

**Pour atteindre nos ambitions environnementales**



L'objectif national est d'atteindre la neutralité carbone en **2050**



Le Bâtiment représente actuellement **43%** des consommations d'énergies\*\*

**Pour réduire la précarité énergétique**



**5** millions de logements sont mal isolés au niveau national (diagnostics F et G)\*\*



**3,8** millions de ménages ont des difficultés à payer leur facture de chauffage\*\*

**Pour maintenir la capacité d'investissement des collectivités**



**+50%** Montant de l'inflation des prix de l'énergie pour une partie des petites communes et intercommunalités\*\*\*



**11** milliards d'euros soit le montant estimé du surcoût lié à la hausse des prix de l'énergie pour les collectivités\*\*\*

\* Etude de l'ADEME de septembre 2023 - du COVID-19 aux nouveaux défis économiques et énergétiques: quels impacts sur le secteur du bâtiment et de l'immobilier ?  
 \*\* Site du ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires.  
 \*\*\* Rapport d'information de la délégation aux collectivités territoriales du Sénat du 27 juillet 2022 - les collectivités territoriales face à la hausse du coût de l'énergie.

## A vos marques...

**Pour la Présidente de la Commission transition écologique de la FFB nationale Catherine Guerniou, la massification de la rénovation énergétique est un défi atteignable! Elle développe le cadre dans lequel cette ambition doit s'inscrire.**

**Chef de file des collectivités en matière de transition écologique, l'échelon régional est une pièce maîtresse dans la déclinaison de la stratégie nationale. André Crocq, conseiller régional, détaille les dispositifs mis en place en Bretagne afin d'accompagner cette massification.**

**CATHERINE GUERNIU**  
PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION  
TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
DE LA FFB NATIONALE



1<sup>er</sup> janvier 2024, les conditions d'éligibilité au dispositif MaPrimRénov' ont été resserrées, en passant du mono-geste à la rénovation globale. On a également intégré une nouvelle entité, Mon Accompagner Rénov', destinée à accompagner les particuliers dans leurs projets. Cette intention était louable! Mais cette mesure a été décrétée sans se soucier de la quantité d'accompagnateurs disponibles sur le territoire. Or aujourd'hui, il faut attendre trois voire six mois pour bénéficier d'une évaluation, ce qui décourage de nombreux ménages. L'autre frein est d'ordre financier: il s'agit de travaux coûteux et l'accès au prêt est actuellement très restreint.

Le cumul de ces facteurs explique le blocage du marché durant les cinq premiers mois de l'année. Des entreprises ont même dû licencier des salariés, en raison de l'effondrement des chantiers de rénovation.

Depuis mi-juin, en particulier avec le retour en arrière sur le dispositif MaPrimRénov', les carnets de commandes des entreprises se remplissent de nouveau. Ce qui est décevant, c'est que la Fédération avait, bien en amont, alerté les pouvoirs publics sur la contre-productivité de telles décisions.

**Pour atteindre une rénovation efficace, dans quel modèle doit-on s'inscrire ?**

Je plaide pour la progressivité! A savoir des bouquets de mono-gestes avec des paliers, des critères à atteindre dans un certain délai. Vous vous mettez en ordre de marche sur votre rénovation énergétique et vous mettez ça en place sur plusieurs années. Par exemple, « aujourd'hui je fais mon isolation, dans deux ans je change mon chauffage ». Cette logique me paraît bien plus vertueuse, bien plus accompagnante que celle du « tout ou rien » actée fin 2023, qui visait à arrêter le mono-geste et tout passer en rénovation globale. Un tel raisonnement n'est pas réaliste, en particulier dans un contexte économique très tendu et avec une précarité énergétique exponentielle.

De plus, nous faisons face à une fraude massive. Or, ce qui intéresse le fraudeur, c'est d'avoir l'argent tout de suite. En ce sens, la rénovation globale est beaucoup plus appétente financièrement que la logique de bouquet de travaux. Il faut savoir que les fraudeurs ne sont pas des gens de métiers. Nos adhérents sont soucieux de la qualité de leur travail et du gain énergétique qui va en résulter.

## Et l'Europe dans tout ça ?

Entrée en vigueur en octobre 2023, la directive européenne relative à l'efficacité énergétique relève les objectifs des États membres de l'Union Européenne. Ainsi, d'ici 2030:

- Tous les nouveaux bâtiments devront être « zéro émission » ;
- Pour les bâtiments résidentiels, des mesures devront être déployées pour garantir une réduction de la consommation moyenne d'énergie d'au moins 16% ;
- Les États membres devront rénover les 16% des bâtiments non résidentiels les moins performants.

Pour accompagner ce plan, plusieurs sources de financements ont été débloquées. Elles sont gérées par l'État ou les collectivités puis mobilisables par les porteurs de projets.

**ANDRÉ CROQC**  
CONSEILLER RÉGIONAL



**Pouvez-vous nous présenter l'ambition du Conseil régional en matière de rénovation énergétique ?**

A l'origine de cette ambition, la Breizh Cop! Lancée en 2017, cette concertation nous a permis de recueillir les contributions des bretons (acteurs socio-économiques, société civile, associations, etc.) et de co-construire avec eux un projet pour le territoire à l'horizon 2040. Cette démarche participative était essentielle au vu des défis majeurs à relever: l'urgence environnementale, les déséquilibres territoriaux et la fragilité de notre cohésion sociale.

L'accélération de la rénovation énergétique est l'une des clés. Pour diminuer le poids du bâtiment dans les émissions de gaz à effet de serre. Pour éradiquer la précarité énergétique, qui touche en particulier les plus vulnérables. C'est pourquoi nous avons fixé des objectifs ambitieux dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires adopté en décembre 2020. Nous souhaitons ainsi réduire de 39% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2040 et augmenter significativement le rythme de réhabilitation des logements, pour tendre vers 45 000 logements par an.

**Pour atteindre ces objectifs, quelles sont les actions menées par le Conseil régional ?**

Plusieurs leviers sont mobilisés! Pour réaliser ces travaux, il est d'abord primordial d'avoir des professionnels qualifiés. C'est

tout l'objet de la politique de la formation professionnelle engagée par la Région. En lien étroit avec les acteurs économiques - dont la FFB Bretagne -, nous construisons des programmes destinés à adapter et faire monter en compétences les bretons. Par exemple, dans le cadre du dispositif Qualif' Emploi nous avons intégré des modules de photovoltaïque dans toutes les formations en couverture. Nous adaptons également l'offre de formation dispensée par les lycées en collaboration avec le rectorat.

Par ailleurs, nous pilotons avec l'Etat et les intercommunalités le réseau de proximité Rénov' Habitat Bretagne: il propose un accompagnement personnalisé et gratuit aux ménages enclenchant une démarche de rénovation. A ce jour, nous dénombrons 120 points de conseil. Entre 2020 et 2022, près de 9 millions d'euros ont été engagés par la Région sur ce dispositif.

**La Région est également propriétaire d'un patrimoine immobilier potentiellement énérgivore. Est-ce que des fonds sont fléchés vers la rénovation de ce parc ?**

La Bretagne est effectivement propriétaire de 115 lycées. Nous avons adopté le Plan Energie Lycées qui vise la réduction de 60% des consommations énergétiques et de 50% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Ce programme s'articule en plusieurs temps. Tout d'abord, des audits sont réalisés dans les établissements, à un rythme de 15 par an, pour dresser un état des lieux des consommations. A partir de ce diagnostic, nous pouvons passer à la phase travaux! L'objectif est de rénover au moins 3 sites par an, soit un investissement financier de la Région de 20 millions d'euros sur les 100 millions d'euros fléchés annuellement vers les travaux des lycées.

*Nous souhaitons rénover 45 000 logements par an »*

## Prêts...

**Pour déployer cette stratégie, deux acteurs locaux sont incontournables. En premier lieu les communes, à la tête d'un parc immobilier important et au plus proche des citoyens. Dominique Cap est maire de Plougastel-Daoulas (29) et préside l'Association des Maires et des Présidents d'intercommunalités (AMF) du Finistère. Il nous expose la dynamique des élus locaux et de quels outils ils disposent pour accélérer cette sobriété énergétique.**

**Deuxième acteur, les architectes. Interlocuteurs des collectivités mais aussi des particuliers, ils apportent leur expertise technique durant tout le déroulé du projet. Maxime Le Trionnaire, Président de l'Ordre des Architectes de Bretagne, nous éclaire sur la vision et l'engagement de sa profession.**

**DOMINIQUE CAP**  
PRÉSIDENT DE L'AMF DU FINISTÈRE



**Un rapport sénatorial a souligné les hausses des dépenses énergétiques des collectivités suite à la guerre en Ukraine. Quel a été l'impact dans votre département ?**

Cette crise a eu un impact financier énorme. Dans le Finistère, 95% des communes ont comme structure gestionnaire le SDEF (Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement). L'inflation est malheureusement arrivée au même moment que le renouvellement du contrat du SDEF. On a dû signer à des tarifs extrêmement élevés, avec des conséquences importantes pour les collectivités. La majorité des maires ont été contraints de couper dans les investissements car nous avons l'obligation d'avoir des budgets à l'équilibre.

Si je prends l'exemple de ma commune, Plougastel-Daoulas, le coût de l'électricité a été multiplié par quatre! Comme nous ne disposons pas de visibilité sur le moyen terme, nous avons décalé certains programmes d'investissements. Des économies ont également été réalisées, par exemple sur la température des bâtiments.

**Face à cette inflation, un plan de rénovation des bâtiments des collectivités a été lancé. Comment s'est-il décliné dans le Finistère ?**

Souvent, c'est dans les crises que l'on prend aussi des bonnes mesures. Le fonds vert, fléché sur les équipements publics, a ainsi

été mis en place. D'autres financements importants vont également arriver sur la rénovation des écoles. En 2023, le fonds vert a été très sollicité, avec une forte volonté des communes finistériennes de réorienter leurs investissements sur la rénovation énergétique de leurs bâtiments. A l'inverse, on constate en 2024 un fléchissement des demandes. Mais je suis confiant: je pense que c'est « le contrecoup » de l'accélération de l'année précédente, nous devrions retrouver une bonne dynamique en 2025.

**Et sur le logement, comment les communes peuvent-elles agir ?**

Nous accompagnons financièrement les bailleurs sociaux dans leurs programmes de rénovation. S'agissant de l'habitat privé, nous n'avons pas cette compétence. Là où nous sommes en responsabilité, c'est sur la construction et en particulier le foncier. Depuis trois ans, j'alerte sur la mise en place du ZAN (Zéro Artificialisation Nette). Consommer moins de foncier, nous n'y sommes pas opposés. A l'image de la loi « littoral »: c'était une contrainte mais nous avons été en capacité de l'intégrer. En revanche, le ZAN manque clairement de pragmatisme.

Sur la période de référence 2011 - 2021, la consommation de terres en Bretagne est estimée à 18 000 hectares. Nous avons l'obligation de la diviser par deux sur 2021 - 2031. Sauf que le compteur tourne depuis 2021 et que certains territoires ont déjà consommé toute leur enveloppe! Et nous ne sommes qu'au début des problèmes. Prochainement, au sein de chaque intercommunalité sera négociée la répartition des hectares constructibles. Au bout de la chaîne, de nombreux maires devront annoncer à des habitants que leur terrain constructible hier ne le sera plus demain, avec derrière des risques de contentieux.

*Nous devrions retrouver une bonne dynamique en 2025 »*



## Un chantier de réhabilitation vertueux

La Commission environnement de la FFB Bretagne a visité le 6 juin 2024 le projet du Rozic à Dirinon (29). Ce chantier, impulsé par la mairie et suivi par l'architecte Florian Carré, vise à réhabiliter une ancienne résidence de 1000 m<sup>2</sup> qui regroupera plusieurs structures communales (la mairie, la médiathèque, la poste, des salles associatives notamment).

Dans ce chantier, la plupart des structures existantes ont été conservées et les matériaux, tels que les ardoises et les baies vitrées, réemployés. La sobriété énergétique du futur bâtiment a également été scrutée de près. Une opération d'envergure, conciliant résilience écologique et budgétaire: alors qu'une construction sur ce type d'ouvrage s'élève en moyenne à 2000 euros du m<sup>2</sup>, le projet du Rozic revient à moins de 900 euros le m<sup>2</sup>.

*« La connaissance du bâti est une clé de réussite du projet de rénovation »*

**MAXIME LE TRIONNAIRE**  
PRÉSIDENT DE L'ORDRE  
DES ARCHITECTES DE BRETAGNE



**Quelle vision avez-vous aujourd'hui du marché de la rénovation énergétique en Bretagne ?**

On observe une forte hausse des projets de rénovation, tant dans le secteur privé que public, sur les programmes de logements comme pour les projets d'équipements.

Cette évolution est liée à plusieurs facteurs. Tout d'abord les enjeux environnementaux qui amènent à repenser l'aménagement des territoires. Limiter l'étalement urbain pour réduire l'artificialisation des sols, mais également repenser les mobilités pour diminuer la dépendance aux énergies fossiles. La rénovation ressort comme une solution évidente pour limiter les consommations d'énergie et décarboner la construction.

Les enjeux sociaux viennent conforter cette transition: proposer une offre de logements adaptée à l'évolution des usages, des parcours et des modes de vie, est essentielle pour assurer un équilibre social.

A ces facteurs s'ajoutent les enjeux économiques. La hausse des coûts de construction combinée à celle des taux d'intérêt a bloqué l'équation commerciale, alors que la demande en logements est toujours croissante. Comme l'ensemble des acteurs du secteur, les architectes sont directement impactés par cette crise, avec des missions interrompues qui fragilisent nos agences.

Pour toutes ces raisons, les architectes sont non seulement convaincus, mais aussi naturellement tournés vers la rénovation. Nous sommes mobilisés pour accompagner les décideurs, maîtres d'ouvrage et collectivités. Il est fondamental de se saisir collectivement du sujet.

La ville de 2050 est déjà construite à 80%. Faire la Ville de demain, c'est réparer la ville d'aujourd'hui.

**Quelles pistes permettraient de mieux accompagner l'ensemble des acteurs dans les projets de rénovation des bâtiments publics ?**

Nous pensons que la rénovation énergétique doit s'inscrire dans une approche plus globale, pour intégrer les questions d'usage et d'adaptation du bâti.

Dans cette optique, les architectes assurent leur mission à l'interface entre les différents acteurs du projet: maîtres d'ouvrage, usagers, bureaux d'études et entreprises. Ils apportent une vision d'ensemble qui permet d'optimiser les améliorations énergétiques, techniques, fonctionnelles, architecturales et urbaines.

La connaissance du bâti est un préalable, une clé de réussite de ces projets. Il convient de renforcer les phases de diagnostic afin de mieux identifier en amont les potentiels et les faiblesses des constructions et ainsi gagner en efficacité sur les scénari envisagés. Il s'agit d'accompagner les maîtres d'ouvrage à une meilleure maîtrise de leur patrimoine pour mieux cadrer et définir les programmes.

Pour assurer ces missions, les architectes se forment tout au long de leur carrière sur les aspects techniques et environnementaux.

# Partez !

La montée en puissance du marché de la rénovation énergétique requiert des professionnels qualifiés. Bâtiment CFA Bretagne, qui regroupe plus de 3500 apprentis sur les quatre départements bretons, développe une offre de formation autour des enjeux liés à la transition écologique, comme nous l'explique son directeur Cyril Barranco.

Mais la liste des diplômes et formations existantes présente encore des lacunes. Pour preuve le témoignage d'Eco-Breizh 22, une entreprise de 3 salariés implantée à Saint-Quay-Portrieux (22) et spécialisée dans l'ITE (isolation thermique par l'extérieur). Alors que son activité est essentielle dans le cadre d'une rénovation énergétique, Steeve Deschodt éprouve des difficultés de recrutement, en raison notamment de l'absence de formation initiale en isolation.

## STEEVE DESCHODT

GÉRANT D'ECO BREIZH 22



**Vous êtes spécialisé dans l'ITE. Quelle formation suivent vos salariés pour accéder à votre métier ?**

L'isolation est un métier à part entière. Or, nous n'avons pas de source de formation spécifiquement dédiée. Des modules sont dispensés dans le CAP plâtrier-plaquiste ainsi que dans le CAP couvreur. Mais dans ces deux domaines, je ne peux pas prendre un apprenti car il ne pourrait pas mettre en pratique toutes les connaissances théoriques acquises au CFA. Il perdrait son temps et aurait du mal à obtenir son diplôme. On est vraiment entre deux eaux par rapport aux formations de base.

**De quelles alternatives disposez-vous pour former vos salariés ?**

Quand ils arrivent au sein de l'entreprise, ils ont trois mois d'apprentissage en interne,

*L'absence de formation est incompréhensible, nos métiers sont en première ligne sur la rénovation énergétique*

sur le terrain. J'ai une expérience de 14 ans en isolation pure, donc je les forme sur les produits et les techniques. En parallèle, ils partent dans des formations liées à la sécurité, notamment pour le travail en hauteur, proposées par la FFB 22. Ils peuvent également suivre des modules spécifiques mis en place par les fournisseurs, comme la ouate de cellulose. L'isolation à proprement parler, c'est surtout bien connaître le produit : c'est à la portée de tout le monde de poser de l'isolation. Ce n'est pas quelque chose qui demande beaucoup de technicité - mis à part le travail en hauteur - à la différence de la charpente ou de la couverture.

**Est-ce pour vous un réel problème le fait qu'il n'y ait pas de formation « isolation » ? Comment remédiez-vous à cette carence dans vos recrutements ?**

Oui, c'est incompréhensible car nos métiers sont en première ligne sur la rénovation énergétique ! Que ce soit au niveau des DPE, des audits énergétiques ou des accompagnateurs MaPrimeRénov', l'isolation revient toujours en priorité avec l'énergie, les points de chauffe. J'aimerais bien avoir des salariés formés au moins sur la théorie, et puis qu'il reste la pratique de mon côté.

Actuellement nous sommes trois dans l'entreprise et on souhaiterait recruter encore trois personnes. Le fait qu'on n'ait pas de diplôme attiré pour former nos salariés amplifie le problème de recrutement, déjà très présent pour les autres métiers du bâtiment... On ne sait pas où aller les chercher ! Nous misons beaucoup sur le réseau. A défaut d'avoir un métier connu et reconnu, l'entreprise a l'avantage d'être bien identifiée localement, d'avoir une bonne réputation. Pour attirer, nous mettons en avant les conditions de travail attractives, que ce soit au niveau des salaires, de l'ambiance, de la qualité de vie. En outre, dans mes embauches, je mise davantage sur l'humain que sur le CV. Mes deux salariés actuels n'ont d'ailleurs pas de « vernis bâtiment », ils viennent tous les deux du commerce. Bref, on se débrouille pour trouver et former !

## CYRIL BARRANCO

DIRECTEUR DE BÂTIMENT CFA BRETAGNE



**La dynamique autour de la rénovation énergétique appelle de nouvelles compétences. Comment Bâtiment CFA Bretagne adapte son offre de formation initiale pour y répondre ?**

Nous le faisons de plusieurs manières. La première consiste à retravailler les blocs de compétences des formations existantes pour les adapter aux besoins des entreprises et aux défis environnementaux, en lien avec l'éco-construction et les éco-matériaux notamment. La seconde est de créer des modules de formations spécifiques sur la rénovation énergétique et les énergies renouvelables. Enfin, nous sommes en capacité de mettre en place des actions ponctuelles (Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective, Qualif emploi...), en réponse à un besoin territorial des entreprises.

**Sur le champ de la formation continue, vous avez récemment initié plusieurs actions en lien avec la rénovation énergétique. Pouvez-vous les présenter ?**

La montée en compétence de tous les actifs est une priorité pour notre structure. Elle se décline en plusieurs enjeux : former les salariés tout en garantissant la compétitivité des entreprises, accompagner les professionnels dans l'identification des compétences de demain, en anticipant les évolutions des

## L'offre de service de Constructyts

Pour soutenir les entreprises du bâtiment s'engageant dans la transition environnementale, Constructyts a développé une palette d'outils autour de 3 clés d'entrée : sensibilisation, accompagnement et formation.

Plusieurs diagnostics sont proposés en fonction des besoins et du niveau d'expertise attendu. Les professionnels souhaitant aller plus loin (obtention d'un label par exemple) peuvent également solliciter l'appui d'un prestataire extérieur.

Par ailleurs, les entreprises sont éligibles au FNE Formation, un fonds fléché sur la transition écologique et numérique et abondé en 2024. L'objectif est de favoriser l'adaptation des compétences existantes ou l'acquisition de nouvelles compétences. Cette proposition répond à une forte demande du secteur : une étude récente révèle révélant que la montée en compétences techniques des salariés est le premier besoin exprimé par les professionnels actifs sur le marché de la rénovation énergétique\*.

Pour en savoir plus : [www.constructyts.fr](http://www.constructyts.fr)

\* Etude de l'Observatoire des métiers du BTP de janvier 2024 - évolution de l'emploi et des compétences dans un contexte de croissance du marché de l'entretien-rénovation dans le bâtiment.

« La montée en compétence de tous les actifs est une priorité »

métiers, mais aussi favoriser les reconversions professionnelles.

C'est dans ce contexte que nous avons mis en place le Titre Pro chargé d'affaires en rénovation énergétique du bâtiment, dispensé au CFA de Montgermont. Il vise à former des professionnels capables de gérer des projets de rénovation énergétique de A à Z. Les premiers retours sont très positifs : les quatorze stagiaires, principalement en reconversion, se sentent mieux armés pour répondre aux exigences du marché et des entreprises.

**Vous avez engagé plusieurs projets : la stratégie « Imagine 2026 », l'implantation prochaine d'un CFA à Loudéac notamment. Comment les enjeux liés à la rénovation énergétique sont-ils pris en compte ?**

Ils sont pleinement intégrés dans les chantiers de Bâtiment CFA Bretagne, y compris au sein même de nos établissements. Le projet de Loudéac s'inscrit dans cette dynamique puisque nous réhabilitons des locaux existants.

Par ailleurs, un volet essentiel de la stratégie « Imagine 2026 » porte sur le renforcement de l'offre de formation en lien avec la transition énergétique et la promotion des métiers du bâtiment durable. Par exemple, l'offre du CFA de Loudéac couvrira, à terme, à la fois les fonctions de production (constructeur bois, couvreur, ...) et d'encadrement (conducteur de travaux) mais aussi des formations en lien avec l'éco-construction et les énergies renouvelables, telles que le photovoltaïque. De cette façon, Bâtiment CFA Bretagne souhaite contribuer activement à la transition énergétique du secteur du bâtiment en Bretagne.

## ATTRACTIVITÉ

# Le Bâtiment et l'Industrie, même combat !

Les secteurs économiques bretons doivent redoubler d'efforts pour attirer ! Pour en savoir plus, nous avons interrogé deux chefs d'entreprise résolument impliqués sur cet enjeu : Daniel Tunier qui est à la tête d'AJIR Bretagne (Association Jeune et Industrie Région) et Sandrine Nouvel, présidente de la Commission Emploi-Formation de la FFB Bretagne.



**Vous êtes président d'AJIR Bretagne. Pouvez-vous nous présenter cette structure ?**

**Daniel Tunier** - AJIR Bretagne est l'association interindustrielle régionale dédiée à l'attractivité de l'industrie et de ses métiers. Créée en 2007, elle compte comme membres actifs six branches et associations (ABEA, UIMM Bretagne, France Chimie Ouest Atlantique, Polyvia Bretagne, Fibois Bretagne et UNICEM Bretagne). En Bretagne, l'industrie représente 180 000 emplois, soit 1 emploi sur 5 du secteur privé, et sa contribution à la création de richesse régionale est importante (16 % du PIB). Les activités emblématiques de l'industrie bretonne sont notamment : l'agroalimentaire, l'industrie de défense avec toutes ses composantes (terre, air, mer, spatial et cyber), les télécommunications, l'électronique, les énergies décarbonées. La Bretagne est une région industrielle dynamique avec de grands groupes, des ETI et des TPE-PME qui se développent et créent des emplois.

**Qu'en est-il dans le secteur du bâtiment ?**

**Sandrine Nouvel** - L'attractivité est une priorité politique pour la FFB Bretagne. C'est plus particulièrement la Commission Emploi-Formation, composée de chefs d'entreprise et de collaborateurs des quatre fédérations départementales, qui pilote ces actions. En quelques chiffres, le bâtiment en

Bretagne, c'est 9 900 employeurs, 63 000 salariés, près de 8000 jeunes en formation. Et notre fédération - bien implantée dans la région - est leur porte-parole ! Elle rassemble 3500 entreprises qui emploient 42 000 salariés, soit les 2/3 des effectifs du secteur. A noter que le bâtiment a pour caractéristique de mailler l'ensemble du territoire breton et d'être représenté à plus de 82 % par des entreprises de moins de 10 salariés. La FFB doit être d'autant plus force de proposition pour les accompagner sur leurs problématiques.

**Sur l'emploi et l'attractivité, quels sont les grands défis auxquels vos domaines d'activité respectifs sont confrontés ?**

**Daniel Tunier** - Chaque année, l'industrie bretonne réalise plus de 25 000 embauches en CDI. Le recrutement est donc un enjeu de taille, sinon le premier enjeu pour les entreprises ! Malheureusement, et même si les lignes bougent, notre secteur souffre encore d'un déficit d'attractivité. Pour attirer les compétences dans nos entreprises, nous devons susciter les vocations, orienter vers les métiers industriels et remplir les filières de formation y conduisant. C'est là la mission d'AJIR. Faire connaître l'industrie et faire savoir qu'elle se développe, qu'elle forme et qu'elle recrute en proposant de bonne condition d'emploi, de rémunération, des perspectives de carrière et des métiers qui ont du sens ! Avec l'industrie, on a un avenir à fabriquer !

**Sandrine Nouvel** - A l'image de l'industrie, le bâtiment pâtit d'un manque d'attractivité et certains préjugés perdurent... Nous devons persévérer, continuer à expliquer la réalité ainsi que la diversité de nos métiers auprès des scolaires et, plus largement, du grand public. J'invite aussi les entreprises à accueillir des stagiaires et des personnes en immersion pour faire tomber les idées reçues. Le bâtiment a de nombreux atouts ! Il est également en pleine évolution, en lien notamment avec la transition écologique et la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises). Attirer une diversité de profils est pour nous essentiel. C'est assurer la pérennité du secteur et surtout, c'est la richesse de nos entreprises.



« Il faut davantage capitaliser sur nos événements et, surtout, nos jeunes »

Sandrine Nouvel

sourcing, Jérôme et Raphaël n'hésitent d'ailleurs pas à innover : escape game, job dating autour du sport, casques de réalité virtuelle par exemple.

**La promotion de nos métiers et formations auprès des scolaires est également un enjeu majeur. Comment peut-on, selon vous, améliorer la connaissance des secteurs auprès de ce public ?**

**Daniel Tunier** - En utilisant les outils et les technologies sur lesquels ils sont ! C'est pourquoi AJIR a développé Industriz, la plateforme d'attractivité 3D web 100 % bretonne, qui s'appuie sur les technologies de la 3D et du jeu vidéo. Les jeunes via leur avatar se déplacent dans un univers industriel futuriste ; au menu, des jeux au sein d'une usine virtuelle, des webconférences, des forums, etc. J'invite mes collègues du bâtiment à aller y faire un tour car parmi les jeux proposés, on trouve celui de construire une maison ! L'industrie a, d'ailleurs, beaucoup de métiers en commun avec le bâtiment qui s'industrialise : cela ouvre des perspectives de collaboration intéressantes sur le sujet de l'attractivité entre nos secteurs !

**Sandrine Nouvel** - Effectivement, c'est important d'innover sur la manière dont on fait découvrir nos métiers. Il faut également davantage capitaliser sur nos événements et, surtout, nos jeunes. La Compétition des Métiers en est le parfait exemple ! Le bâtiment, comme l'industrie je pense, est très attaché à cette manifestation. Les collégiens et lycéens peuvent découvrir près de 60 métiers en action mais aussi échanger avec des salariés, des chefs d'entreprise, des centres de formation. Les jeunes qui concourent sont passionnés, ce sont les meilleurs ambassadeurs de nos métiers. Rendez-vous, d'ailleurs, fin janvier 2025 pour la prochaine édition à Saint-Brieuc !

« Utilisons les outils et les technologies sur lesquels les jeunes sont »

Daniel Tunier

NUMÉRIQUE

# Une montée en puissance sans bruit

Peu connus, les visages du numérique dans le secteur du bâtiment sont pourtant multiples ! Premier tour d'horizon de son utilisation et de son appropriation.

## FACILITER LA VIE DE CHANTIER

Des solutions numériques sont proposées aux entreprises pour optimiser la gestion de la vie de chantier. Alexandre Moison a exercé pendant 17 ans le métier de conducteur de travaux, dont 14 ans dans son entreprise d'électricité-plomberie. Il était à la recherche d'« un outil pratico-pratique, permettant de fluidifier la communication avec les compagnons, à l'image de la vie personnelle où l'on peut utiliser des applications du type Facebook ou encore Whatsapp ». Après plus d'un an et demi de R&D, il a commercialisé en 2020 le logiciel Bâtisimply. Cette application présente plusieurs fonctionnalités : gestion des plannings et des heures des compagnons, partage des documents et plans, suivi de l'avancement du chantier, messagerie instantanée. Pour le chef d'entreprise, « la force de cette solution est le service client que nous proposons aux utilisateurs ». Il va directement dans l'entreprise présenter l'application et accompagne les salariés dans l'appropriation de l'outil. Son expérience sur chantier est un atout pour lever les appréhensions qui pourraient naître du côté des personnes les moins aguerries au numérique.

« Une volonté du dirigeant mais qui doit être aussi partagée par les salariés »

## ANTICIPER LES TRAVAUX À VENIR

De plus en plus d'entreprises utilisent également la maquette numérique pour concevoir leurs projets, à l'instar de l'en-

treprise Joncour. Installée à Pluguffan (29), cette PME familiale d'une cinquantaine de salariés et spécialisée dans le gros œuvre s'est positionnée sur le numérique dès ses prémices. Une volonté impulsée par le chef d'entreprise mais aussi partagée par les salariés, une condition nécessaire pour que la transition fonctionne ! En 2018, l'entreprise saute le pas : elle adopte le logiciel Revit qui permet de modéliser un bâtiment et le plugin SoBuild pour visualiser l'installation de chantier sous format 3D. Romain Joncour considère que ces outils « combinent un double avantage : les salariés nouvellement arrivés peuvent plus facilement intégrer le projet en cours et les clients comprennent mieux comment cela va se passer, notamment notre emprise sur le site ». Ils représentent, par ailleurs, un réel avantage concurrentiel sur la partie appel d'offres. « Certes, c'est un investissement financier au départ mais au final, un bénéfice pour tous, en particulier sur la sécurité et l'organisation des chantiers », conclut Romain Joncour.

## DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

S'engager dans le numérique requiert d'avoir les compétences en interne ! Les établissements bretons sont en première ligne pour accompagner cette dynamique, aux différents degrés de formation. Les écoles d'ingénieurs ont ainsi intégré des modules spécifiques (CESI à Brest, ENSIBS à Lorient). Autre exemple, le lycée Freyssinet de Saint-Brieuc qui dispense avec la FFB Bretagne un cours autour de l'utilisation du Scan 3D, un outil permettant de réaliser un relevé exhaustif de l'existant via un nuage de points. Des événements dédiés au numérique, comme le BIM Day à l'IUT de Rennes, sont également initiés.

Mathias Jeuland est formateur au CFA du Bâtiment d'Ille-et-Vilaine. Référent BIM régional de Bâtiment CFA Bretagne, il dispense un module sur les études et construction BIM au sein de plusieurs formations initiales et continues (BTS fluides, titre pro chargé d'affaires en rénovation énergétique du bâtiment). « Je sens une réelle appétence des jeunes pour



Collectif BOB

## BOB, un collectif à la pointe !

BOB, acronyme de « Breizh Open Bimer », est un collectif breton composé d'utilisateurs des solutions numériques applicables au bâtiment, au sens large du terme. Une fois par mois, une vingtaine de personnes se réunissent pour faire un retour d'expérience, partager leurs bonnes pratiques mais également échanger sur les problématiques qu'ils ont pu rencontrer. Chaque réunion est structurée autour d'une thématique, par exemple l'usage du numérique dans les métiers, le développement des plateformes collaboratives ou encore les stratégies BIM des maîtres d'ouvrage.

Yves Ménez travaille chez un éditeur de logiciel (Cype France) et participe à l'animation du collectif. Au-delà de l'intérêt des sujets, il souligne la diversité des participants (géomètres, architectes, maîtres d'œuvre, entreprises du bâtiment, etc.) ce qui nourrit d'autant plus les échanges. Pour Maxime Delgado, BIM coordinateur de Draw Factory, ces rencontres sont « un super moment, une bouffée d'air BIM ! Cela nous nous rebooste dans notre envie de développer le BIM dans les entreprises et la région ».

cette nouvelle méthode de travail », déclare-t-il. Avoir une personne ressource au sein de la structure est, sans conteste, essentiel pour embarquer l'ensemble de l'équipe : « de plus en plus d'entreprises prennent des jeunes chez

nous pour former en interne, c'est une compétence supplémentaire ». Balbutiante il y a 7 ans, cette transition ne va faire que s'accélérer eu égard à la conviction et à l'adhésion croissante des entreprises !

## BIM ?

C'est l'acronyme anglo-saxon pour Building Information Modeling. Il s'agit d'une méthode de travail améliorant la collaboration entre les différents intervenants. L'élément central est une maquette numérique contenant les informations utiles à l'instant T et représentant l'ouvrage en trois dimensions.

Différents outils et vidéos explicatives sont disponibles sur le site <http://www.ffbim.fr>

